

La pauvreté est contagieuse. La preuve: le revenu moyen des 20 pays les plus riches est aujourd'hui 37 fois plus élevé que celui des 20 pays les plus pauvres. Un écart qui a doublé depuis 1960. C'est cette dérive que dénonce le rapport de la Banque mondiale («Combattre la pauvreté»), publié hier. S'il rappelle un constat accablant – 2,8 milliards d'habitants vivent avec moins de deux dollars par jour, et 1,2 milliard avec moins d'un dollar (voir graphique), il prend ses distances avec le discours euphorisant sur les bienfaits de la mondialisation. Entre-temps, l'«effet» Seattle est passé par là. Les débats internes ont laissé des traces (lire *Libération* du 10 juillet). Et la réunion annuelle de la Banque, aux côtés du FMI à Prague dans quinze jours, s'annonce sous un ciel contestataire chargé.

1/ Amender le dogme de la croissance. «La pauvreté n'est pas qu'un processus économique», dit le rapport. Un peu à la manière du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), réputé à gauche, la Banque ne considère plus le développement uniquement comme une «loi» économique. L'ouverture sur le marché est certes indispensable pour élargir les «opportunités». Mais, note l'économiste en chef de la Banque, Nicholas Stern, il faut «de nouvelles ères d'actions et de nouvelles politiques» qui permettent aux pauvres «de bénéficier directement de la croissance» dans la santé, l'éducation et les infrastructures. Surfiant sur l'idée d'une «bonne gouvernance» – pourtant brocardée comme une «immixtion» par les pays pauvres –, la Banque met l'accent sur l'importance des institutions publiques et

sociales, «essentiels dans le processus de croissance» et de «réduction de la pauvreté». Pas question non plus d'imaginer une transition économique sans «filets de sécurité» pour dédommager les perdants éventuels. «Car, ajoute le rapport, plus une société est inégalitaire, plus il est urgent de renforcer l'équité si l'on veut réduire rapidement la pauvreté.»

2/ Renforcer le rôle de l'Etat et de la société civile. «On a longtemps cartographié la pauvreté, ciblé les populations défavorisées, chiffré la misère, et tout ça pour quel résultat?», s'interroge un expert. La Banque amorce un virage vers une forme de reconnaissance du cas par cas, de l'expertise locale, de la décentralisation. Vive le «penser petit» (microcrédit, micro-assurance, etc.)! Avec, comme arbitre, l'Etat dont le rôle se voit réhabilité: «Les gou-

vernants peuvent faire beaucoup pour influencer sur le débat public et sensibiliser l'opinion aux bienfaits de l'action de l'Etat en faveur des pauvres.» L'Etat seul n'étant pas exempt de «corruption» (ainsi, ces «25 barrages «policiers» sur une route de 753 km au Bénin»), et souvent oublieux de l'«Etat de droit», la Banque a trouvé dans la société civile un allié dans sa quête de «transparence». Courtisé depuis l'échec de l'OMC à Seattle, le citoyen doit «participer aux mécanismes de décision» et au suivi des décisions. La Banque

milite pour favoriser l'accès des populations civiles à l'information et pour une promotion de la parité des sexes, arme indispensable à la «promotion de l'éducation et de la santé».

Le revenu moyen des 20 pays les plus riches est 37 fois plus élevé que celui des 20 pays les plus pauvres. Un écart qui a doublé depuis 1960.

3/ Presser les institutions internationales. A l'évidence, la Banque veut se singulariser des institutions fustigées par les antimondialistes. Non, elle n'est pas le FMI. D'où son vœu d'«élabo-

rer des programmes nationaux en vue de prévenir les chocs financiers». S'il faut une bonne politique macro-économique,

«cela doit aller de pair avec une ouverture mesurée». Et ne pas négliger le «niveau de dépenses» sociales, trop souvent bradées dès qu'il s'agit de faire face à des plans d'ajustements structurels, chers au FMI. Si la Banque enfila les perles sur le sida (90 % des 34 millions de personnes infectées vivent dans les pays en développement, «il faut agir énergiquement»), elle titille volontiers l'hypocrisie des pays riches qui ferment toujours leur portes aux «exportations, notamment agricole ou textiles» des pays pauvres. Les «droits de douane» et les «subventions» de l'OCDE coûtent «20 milliards de dollars» aux pays pauvres,

«l'équivalent de 40 % de l'aide extérieure de 1998!» Enfin, le rapport épingle – sans les nommer – des institutions comme l'OMC, où les pauvres, de facto, ne jouissent que d'un strapontin. Leur voix «doivent résonner» plus fortement dans les «forums internationaux». «C'est à cette condition que les priorités, les accords et les normes internationaux» reflèteront leurs besoins. Comme, «par exemple, dans les domaines du commerce et des droits de propriété intellectuelle»... ●

VITTORIO DE FILIPPIS
et CHRISTIAN LOSSON
Demain, la crédibilité
de la Banque mondiale

Evolution de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour

